

Les habits neufs de la subversion

(Des anarchistes flambent leur réputation)

Le mérite d'un conflit social est toujours, entre autres, de faire apparaître en toute clarté ce que défendent et ce que pensent réellement ceux qui, en temps normal, affectent le contraire.

Un organisme qui s'intitule « Fédération Anarchiste », par exemple, a cru bon de contresigner la déclaration d'une *Union Nationale des Syndicats Autonomes* dans laquelle on trouve désormais le non-dit de ces dangereux révolutionnaires, le cadre au sein duquel se déploie la pensée « subversive » et « critique » de ce « mouvement libertaire ». Les bases implicites qu'on y rencontre méritent qu'on s'y attarde quelque peu.

Selon cet appel, le mal réside dans « les inégalités et les discriminations » : voilà un premier constat, qui s'enrichit tout de suite en ajoutant que « des gouvernements n'ont pas su ou pas voulu [les] combattre efficacement ». Etranges anarchistes, qui s'étonnent d'une inégalité que des gouvernements capitalistes pourraient, et devraient combattre, et qui pensent que l'institution scolaire existante aurait à « réduire la ségrégation ». Comment font-ils pour se distinguer de la coterie de M. Hollande ? On se le demande.

« Des actions de prévention » auraient fait défaut. Il s'agit donc de prévenir, c.a.d., en bon français pré-technocratique, d'empêcher les actions de la population pauvre, et de conseiller le Pouvoir en ce sens. Au premier rang de ces mesures de prévention, nos anarchistes ne peuvent manquer de regretter la « police de proximité ». C'est là sans doute une première, plutôt notable, dans l'histoire du « mouvement anarchiste ». Voici donc des anarchistes qui réclament le renforcement de l'école et de la police, pour qu'elles soient plus efficaces ! Des anarchistes qui veulent retourner au status ante quo, en vitupérant le « recul des droits sociaux ».

Pour ces anarchistes, le prolétariat urbain est une « population qui aspire légitimement au calme » (comme pendant la Commune de Paris, sans doute) ; et les trublions qui ont troublé ce calme étaient donc extérieurs à cette population, et au prolétariat. On n'est plus très loin des islamistes, des trafiquants de drogue et des polygames. Face à une telle approche du problème, « faire cesser les violences est évidemment nécessaire », et « l'action des forces de l'ordre » parfaitement légitime. On ajoute seulement qu'elle ne devrait pas « être la seule réponse ». Dommage qu'il n'y ait plus le goupillon pour accompagner le sabre.

Les trublions seraient « des ennemis intérieurs » ; et l'on pense donc, au sein de la Fédération Anarchiste, que nous vivons dans un système qui ne produit pas lui-même ses « ennemis intérieurs », et qu'il mérite de ne pas en rencontrer. Tout ce fâcheux engrenage de la violence entraîne « des risques d'atteintes graves aux libertés » - libertés qui consistent par exemple dans le fait de ne pas avoir le droit de se révolter, d'être représenté par des hommes politiques, et d'aller livrer des pizzas ; pour ces « libertés », et pour les protéger, il convient d'user de « tous les moyens démocratiques », avec pour « objectif le rétablissement de la paix civile et du dialogue démocratique ».

Une pointe de radicalisme se présente hélas lorsqu'il est question de « restituer la parole aux habitants ». Le Parlement ne comptait pas forcément aller jusque là. Mais cette audace, qui pourrait friser l'inacceptable, est immédiatement tempérée par l'idée qu'il s'agissait bien là d'une restitution, c.a.d. de restaurer un état qui aurait déjà existé, comme il s'agit aussi de procéder au « rétablissement de l'égalité » - égalité chérie, qui avait déjà existé, dans un passé dont on ne nous donne pourtant guère de précisions.

Voici donc un tableau très instructif. A croire que les anarchistes ne connaissent personne en banlieue, et ne s'informent que par le journal télévisé de TF1 : puisqu'ils en recrachent toutes les litanies sans la moindre hésitation. Les « responsables » de ce groupuscule auraient-ils été eux-mêmes apeurés par l'idée que les nouveaux barbares allaient mettre le feu à leur local ? Et que cette jeunesse perdue était suffisamment folle pour créer une sorte d'holocauste suburbain ? Docteur, le cas est grave, sinon désespéré.

Pour ceux qui concluraient, à la lecture de notre texte, que nous sommes des apôtres inconditionnels d'une violence qui mettrait le pays à feu et à sang, nous ajouterons qu'ils se trompent lourdement. Si nous sommes inconditionnels de quelque chose, c'est d'abord de ne pas simuler qu'ont jamais existé, dans notre société, des qualités qu'il s'agit au contraire d'instaurer pour la première fois ; et qui sont incompatibles avec cette forme sociale. Et nous pensons que si l'on ne comprend même plus cela, on ne risque certainement pas de comprendre les flambées de violence, qui en sont un rappel brutal, soudain et éphémère. Voilà un préalable indispensable à tout dialogue ; et donc qui exclut de tout dialogue ce genre d'anarchistes.

De même, est-ce à nous de rappeler à ces « anarchistes » qu'ils font fi de tout ce qu'ils ont pensé et défendu depuis plus d'un siècle et demi lorsqu'ils réclament « la démocratie participative entre représentants des habitants, associations, syndicats, élus locaux et représentants de l'État » ?

Les émeutiers de banlieue ont peut-être brûlé plus ou moins indistinctement ce qui leur tombait sous la main ; mais la Fédération Anarchiste, en contresignant un appel comme celui-ci, brûle, de façon très ciblée, tout ce qui a défini des générations de libertaires.

Le 20 novembre 2005